

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL,

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX

de

L'ABONNEMENT

Rue Perez Castellano, 102.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO. ON INSÉRERA GRATIS LES AVIS DE MM. LES ABONNÉS.

3 patacons par mois

Almanach Français.

Jeu. 23 (1812). — Bataille de Mohilow, par Napoléon, contre les Russes.

MONTEVIDEO.

22 juillet 1846.

Le PATRIOTE disait, il y a quelques jours, que dans la position perplexe où nous plaçait la négociation-Hood, il n'y avait point à désespérer de la cause, et qu'ici comme dans la mère-patrie des hommes généreux veillaient sur nous. Nous n'avons point trompé nos lecteurs qui liront avec reconnaissance la pièce qui suit : traduite du portugais d'abord et depuis de l'espagnol ce document aura sans doute souffert de graves altérations que nous rectifierons aussitôt que possible.

Lettre adressée par M. THIERS, le 14 mai 1846, aux rédacteurs en chefs du "National" du "Siècle" et du "Constitutionnel".

Monsieur le Rédacteur,

Je ne suis point accoutumé à p'aidor ailleurs qu'à la tribune les intérêts que je me suis chargé de défendre; mais aujourd'hui la position de mes compatriotes de la Plata m'a touché vivement, et je suis tellement accablé de la conduite du gouvernement à leur égard, que je veux placer sous les yeux du pays, avec la précision que les débats orageux de la tribune ne permettent point toujours dans un exposé de faits, le tableau de ce qui se passe à Montevideo. Le public jugera si l'indignation profonde que j'ai éprouvée, je l'avoue, est motivée ou non.

Le dictateur Rosas qui domine avec tant de cruauté la République Argentine, n'a jamais cessé de traiter les Français avec la plus étrange barbarie. Spoliations, assassinats, ne leur ont manqué à aucune époque, et un fait rappelle l'histoire de ces malheureux Français. Bacle, que Rosas avait condamné à être fusillé, qu'il fit préparer plusieurs fois à la mort et conduire même au lieu du supplice, expira sous le poids de la crainte et des tourmens: il trouva ainsi le moyen cruel de le faire mourir mille fois. Ce fait qui a été connu officiellement est la cause de notre première guerre contre Rosas: il prouve quel est ce gouvernement à qui nous nous efforçons de complaire aujourd'hui. Ce fait et beaucoup d'autres donnèrent lieu à une première rupture en 1838, elle amena un blocus. Ce blocus fut difficile. Pour le mettre à exécution nous avions besoin des bons offices de la République de Montevideo, située, comme chacun sait, sur les bords de la Plata, mais sur la rive opposée à celle où se trouve Buenos Ayres. Oribe dominait alors la première de ces capitales; il procéda envers nous de la manière la plus indigne, prétendit nous fermer ses ports et alla jusqu'à vouloir armer une flottille contre nous.

Les Montevideïens à qui son autorité était devenue insupportable, ayant profité d'une occasion de le renverser et établirent avec notre appui, le gouvernement qui existe aujourd'hui, et que nous laissons assiéger dans les murs de Montevideo, depuis trois ans et demi.

« Le blocus de Buenos Ayres, rendu efficace par notre alliance avec Montevideo se prolongea, et causa les plus graves préjudices tant à notre commerce qu'à celui des Anglais et des No-t-Américains. Des plaintes s'élevèrent à la Chambre des députés contre la durée du blocus. Une mission fut choisie pour mettre fin à un état de choses devenus insupportables pour nous, aussi bien que pour toutes les nations qui commerçaient sur les rives de la Plata.

« Il en était ainsi au commencement de 1840. Je reconnus bientôt combien était fondé le désir de terminer ces différends et que là comme à Vera-Cruz il fallait passer d'un blocus à une opération prompte et décisive. Le cabinet de l'er. mars se décida à une expédition aux ordres de M. Mackau, aujourd'hui ministre de la marine. M. Mackau qui regarde maintenant comme imprudente toute expédition dans la Plata, accepta le commandement de 6 000 hommes, marins ou infanterie de marine, et l'ordre d'agir contre Buenos-Ayres s'il y était obligé, pour obtenir à la France la justice qui lui était due. Ses instructions lui enjoignaient d'exiger des indemnités pour tous les Français qui avaient souffert des cruautés de Rosas, la garantie qu'ils ne seraient point exposés désormais à certaines exigences du gouvernement argentin et des considérations honorables pour nos alliés. Ces alliés pouvaient se diviser en deux classes: les émigrés de Buenos Aires armés contre Rosas au sein de la république qu'il opprimait, et qui avaient reçu de nous des subsides, et l'Etat de Montevideo qui nous était régulièrement allié en coopérant à nos efforts comme gouvernement indépendant. Pour les uns nous devions obtenir une amnistie: pour ce dernier une garantie d'existence politique. Rosas voyant que nos forces s'augmentaient par l'arrivée de M. Mackau, consentit à négocier. Il conclut avec M. Mackau, un traité qui est la base de nos relations nouvelles. Ce traité stipulait des indemnités en faveur des Français qui avaient été dépouillés et persécutés, le traitement envers eux de la nation la plus favorisée — la liberté de rentrer dans leur pays à tous ceux qui avaient pris les armes — et quant à la République de Montevideo, l'indépendance absolue de son gouvernement et de son territoire.

« Le traité pouvait, il est vrai, avoir été rédigé en d'autres termes, mais sa rédaction ne m'a jamais paru d'ailleurs une charge contre M. Mackau. Il avait quitté la France alors qu'elle se trouvait compromise dans la question d'Orient: il avait vu le cabinet sur le point de se dissoudre, en raison des affaires de la Plata, et il devait se montrer disposé à terminer une affaire, dont il connaissait toutes les difficultés, et qui était devenue plus difficile encore par la complication des intérêts européens.

« Tels qu'aient été les termes de sa rédaction, ce traité, fidèlement exécuté, eût suffi. Mais à peine fut-il signé, à peine nos forces s'acheminaient-elles vers l'Europe, que Rosas se refusa à exécuter les conditions stipulées: il fit égorger plusieurs Français ou permit qu'ils fussent assassinés par ses gens; il dépouilla de leurs biens les plus légitimement acquis, quelques uns d'entre eux: en un mot ils leur imposa un système de terreur. L'alarme était telle que plus d'une fois, nos compatriotes se virent forcés de rester sous les armes dans l'intérieur de leurs maisons. Il ne s'arrêta point à cela. Il donna à Oribe une armée à la tête de laquelle celui-ci put envahir la République Orientale, et renverser le gouvernement établi par nous

et pour nous, pour ainsi dire. Nos agents diplomatiques lui notifient alors, mais en vain, qu'il eût à respecter les Français. Ils lui enjoignent encore qu'il eût à s'abstenir d'envahir l'Etat de Montevideo: tout fut inutile.

« Le consul que nous avions dans cette capitale voyant cette ville menacée, et n'ayant qu'un très petit nombre de marins à sa disposition, eut recours à un moyen dont nos agents ont fait usage en plus d'une occasion. Ce fut celui d'armer les Français résidant à Montevideo et qui avec leurs familles s'élevaient au nombre de 18 000 âmes sur une population de 40,000 habitants, afin qu'ils pussent défendre leur existence et leurs intérêts. C'est ce qui eut lieu et ce qui donna naissance à cette Légion Française forte de 2 à 3,000 hommes, qui depuis trois ans et demi souffre tout genre de privations, et qui dans chaque occasion a montré un sang-froid héroïque. A peine la Légion était-elle sous les armes que le consul, en vertu d'instructions qu'il avait reçues d'Europe, voulut la désarmer, mais elle répondit constamment: « Pouvez-vous nous défendre? avez-vous les moyens de le faire? dans ce cas nous laisserons volontiers les armes, mais tant que nous n'aurons point la certitude d'être protégés contre Oribe qui dans une proclamation a menacé d'égorger tous les étrangers armés pour la résistance, nous garderons l'attitude de la défense. »

« Pour réponse on les dénationalisa, — expression entièrement neuve dans la langue du droit public et qu'on eut l'honneur de créer à cette occasion.

« Les choses se trouvaient en cet état lorsqu'en 1844 une foule de Français émigrés de Buenos Ayres et Montevideo s'adressèrent à moi à Paris. Bien certainement il ne nous manque point de griefs contre l'administration actuelle et nous n'avons nullement à en forger de nouveau, mais je fus indigné, je l'avoue, en apprenant les horribles détails que ces Français avaient souffert. Je m'assurai avant tout que les négociants qui s'adressaient à moi n'étaient point des aventuriers, qu'ils étaient au contraire d'honorables citoyens: je révisai à leur égard des chefs des principales maisons de Paris, en relation avec le commerce de la Plata, tous les renseignements désirables, et après m'être assuré de la position des déclarans, je les interrogai fort en détail. Je leur demandai, s'ils étaient disposés sous l'honneur, à confirmer devant une Commission de la Chambre, des faits atroces qu'ils dénonçaient. Tous me répondirent affirmativement et me prièrent de leur procurer l'avantage d'être entendus devant cette Commission. A leur déposition je joignis une foule de documents faisant foi, et il fut d'air pour moi, qu'à aucune époque une nation commerçante n'avait jamais éprouvé d'aussi horribles traitements. Ces dépositions ont depuis été pleinement justifiées.

« Je présentai en 1844 à les Chambres des députés, les plaintes de ces infortunés. Si j'eusse désiré un succès d'opposition, il m'eût été facile de l'obtenir, car l'assemblée parut vivement émue de ce qu'elle entendait. Mais je ne voulus point risquer par un vote le sort de nos Français, souffrant à cette énorme distance: je préférai que l'émotion de la Chambre produisit seule son effet sur le ministère: celui-ci nous promit en effet d'intervenir lorsqu'il le jugerait convenable et de la manière qui lui paraîtrait le plus à propos.

« Il ne s'empressa point d'accomplir sa promesse, mais huit à dix mois après une personne respectable, le général O'Brien, anglais, ayant rapporté dans tout son

« pays ce qu'il avait vu de ses propres yeux. Lord Aberdeen, qui a un cœur noble et généreux, partagea les sentiments que devait éprouver tout homme d'honneur dans une semblable circonstance, et consentit à l'intervention.

« Notre cabinet déjà engagé vis à vis de la chambre des députés n'avait pu dans aucun cas rester en arrière lorsque le ministère anglais se montrait disposé à agir. L'intervention collective fut décidée à la fin de 1841, et fut mise à exécution au commencement de 1845.

« Quel pouvait être l'objet de cette mesure ? En premier lieu de faire indemniser pour le passé et de faire respecter dorénavant les Français établis dans la République argentine ; en second lieu, de faire lever le siège de Montevideo qui durait depuis deux ans, délivrant ainsi nos nationaux et nos alliés.

« Tel était le but de notre intervention. On a commencé par l'oublier en partie, puisque dans les intimations faites à Rosas rien n'a été dit quant aux assassinats et aux spoliations qui ont eu lieu. On s'est borné à demander l'évacuation du territoire de la Bande Orientale. Il n'y a donc ici qu'une partie de ce que l'on devrait exiger, mais cela même suffisait pour mettre un terme aux souffrances que nous déplorons, et pour que notre honneur fut à l'abri.

« Tandis que M. M. OUSELEY et DEFFAUMIS exigeaient ces conditions au nom de l'Angleterre et de la France, une négociation secrète était entamée par un envoyé français dans le but d'amener Rosas à céder aux deux Puissances, évitant ainsi de les forcer à des moyens extrêmes. Quelles communications auront été faites à Rosas dans cette mission occulte ? je l'ignore ; mais ce qui est positif, c'est que le but de cette négociation était de persuader qu'on l'attaquait à regret, par de demi-mesures, et qu'en persévérant il obtiendrait une fois encore de rendre vaines les menaces de l'Europe civilisée. Il y eut dès lors un changement dans les rapports, avec des représentants de la France et de l'Angleterre : Rosas promit d'abord d'accéder à ce qu'on lui demandait, mais presque aussitôt il fit son acquiescement, et refusa enfin de la manière la plus péremptoire d'opérer le retrait de ses troupes, comme on l'exigeait de lui.

« On s'empara alors de son insignifiante escadrière, et après le combat d'Obligado on se rendit maître des eaux de la Plata et de ses affluents jusqu'à une certaine hauteur. Mais, en dépit de tout, Oribe, à la tête de l'armée de Rosas et sous Montevideo, continue à assiéger cette place, et la réduit à une misère épouvantable, tandis qu'il est maître de la campagne et que rien ne lui manque. 15,000 Français sont depuis trois ans et demi plongés dans l'affliction. Le gouvernement montevidéen se voit réduit à distribuer 19,000 rations journalières, dont moitié est pour la consommation de nos compatriotes. Une partie des négociants qui ont des relations sur les rives de Montevideo et de Buenos Ayres sont ruinés ou sur le point de l'être. Aucun d'eux n'a reçu les remises qu'il attendait. De 50 bâtiments qui sortaient autrefois du Hâvre, un seul est parti cette année pour la Plata, — de 25 navires en charge à Cette pour ce fleuve aucun n'a mis à la voile.

« Qui peut donc arrêter l'action de notre gouvernement en présence de faits semblables ?

« Serait-ce par hasard la difficulté de l'exécution ?

« Serait-ce encore la diversité de nos intérêts, dans cette partie de l'Amérique.

« La difficulté de l'exécution n'existe point pour ainsi dire, au moyen d'une expédition de 3 à 4 000 hommes. On ne veut point faire la guerre à Rosas, dans toute l'extension de la République Argentine, ce qui nous obligerait à le poursuivre dans la Pampa, il s'agit d'envoyer des 3,000 anglais qui se trouvent dans la Plata, et la Légion française dénationalisée qui se trouve dans Montevideo, avec 3,000 hommes de troupes de débarquement, et de s'emparer du camp d'Oribe. Cela fait, personne ne pourra mettre en doute la réussite — le siège de Montevideo, serait levé — les souffrances dont nous nous plaignons cesseraient, et on ferait attention à nos intimations à Rosas, d'évacuer le territoire de la République.

« Cela fait, que l'on se contentât d'agir contre Rosas au moyen d'un blocus ; c'est fort bien. Je crois que l'on

pourrait faire autre chose, mais enfin les intimations de la France et de l'Angleterre auraient été respectées et on aurait mis un terme aux souffrances les plus graves de nos compatriotes. Toutes les personnes bien informées assurent qu'à l'apparition seule du renfort, Rosas se rendrait, puisque l'hésitation de notre gouvernement qu'il a pu remarquer, est ce qui prolonge sa résistance.

« La difficulté de l'exécution disparaîtrait si l'on réduisait l'opération à ce que nous avons indiqué.

« Maintenant, cette complication d'intérêts dont il a été question à la tribune, et ces intérêts français sont-ils une supposition gratuite dans les circonstances ? Il n'y a sur les rives de la Plata, dans les deux Républiques, si ce n'est des Français opprimés par Rosas à Buenos Ayres et menacés par lui à Montevideo. Que la cause de Rosas ait excité l'intérêt de quelques Français pour qu'ils viennent la défendre en Europe, je ne le nierai point. Qu'il ait su aussi intéresser en sa faveur des agents que leurs fautes énormes ont rendu ses alliés, je l'accorde aussi. — Mais consultez tous nos commerçants à Paris comme dans nos divers ports et vous saurez qu'ils reconnaissent unanimement que les intérêts français sont un, absolument un, et qu'ils dépendent uniquement du triomphe de la Bande Orientale contre Rosas.

« Quelques pétitions ont été présentées, dit-on, en faveur d'Oribe : oui ; mais elles n'étaient signées que par quelques malheureux habitants la campagne, autour des quartiers d'Oribe, — pris par ses soldats et obligés à signer le couteau sous la gorge.

« Quant à l'administration actuelle de Montevideo, son intérêt n'est-il point le même ? C'est nous qui avons créé ce Gouvernement en contribuant à l'expulsion d'Oribe, et dans le but de nous procurer un allié au lieu d'un ennemi : ce gouvernement nous l'avons garanti par un traité positif, nous avons notifié à Rosas qu'il avait à évacuer ce territoire et aujourd'hui laisserions-nous de le rejeter pour complaire à Oribe ? Ce serait là la trahison la plus détestable. Il est nécessaire, dit-on, de ne point se mêler aux dissensions intestines en Amérique. Il en sera ainsi ; mais il n'y a eu d'abord rien de tel avant tout y avoir songé en 1837 et 1838, avoir envoyé dès cette époque des forces suffisantes qui nous épargnaient la nécessité de recourir à des alliés, de n'avoir point cherché dès ce moment à nous les créer, à nous les attacher : aujourd'hui nous n'aurions point à le défendre. Mais après les avoir engagés et compromis — les abandonner serait une perfidie insigne.

« L'intérêt est dès lors un et urgent — le devoir est imérieux. Il faut que cesse la position désastreuse de 15,000 Français, contre lesquels le blâme de quelques individus isolés que la peur ou des motifs ignorés ont séparés de la masse de leurs compatriotes, il faut sauver les alliés que nous mêmes avons appelés, que nous avons compromis ; il faut enfin des qu'ils demeurent sous la garantie d'un des articles de notre traité, et que nous avons exigé l'évacuation de leur territoire, faire respecter nos intimations.

« Comment justifier devant un tribunal quelconque la position suivante :

« On a cru avant d'intervenir que la France était suffisamment intéressée dans les affaires de Montevideo ; on a regardé le traité qui garantit l'indépendance de la Bande Orientale assez sérieux pour devoir être intimé à Rosas qui devait le respecter et retirer ses troupes ; des actes ont eu lieu dans ce but, mais après un commencement d'exécution on s'est arrêté, on s'est borné aux premières démonstrations ! Les Anglais ont 3 600 hommes et nous de 1300 à 1,400 : 2 ou 3,000 Français suffiraient pour terminer ce différend et nous le laisser en arrière !

« Les Français reprenant meurent encore de misère : Oribe, au nom de Rosas, plus que jamais méprise nos intimations et nous ne le considérons satisfaits ! mais alors pourquoi la première intervention ? pourquoi sommer Rosas et Oribe de se retirer ?

« On dit que le sang français doit être économisé, — le sang français épargné lorsqu'il s'agit de 4 à 5 000 hommes, envoyés à Madagascar ! quand on fait périr nos soldats par centaines dans la ridicule entreprise des Marquises, qui excite la risée de la marine française et étrangère.

Une telle politique, je l'avoue, blesse le bon sens et ce qu'on doit à l'humanité, et quant à moi jamais je ne pourrai devant la Chambre m'expliquer de sang-froid à cet égard. Le dévouement de tout ceci ne peut-être que déplorable. Ou Oribe entrera à Montevideo, lorsque les défenseurs de cette place auront péri, et il y aura là de notre part une trahison si grande envers le gouvernement créé par nous et pour nous, et malheur pour les français, qu'Oribe soit être ses ennemis irréconciliables, un événement funeste à notre politique, puisque Montevideo et Buenos Ayres tomberaient dès lors sous la même domination : ce qui est contraire à tous nos intérêts. Ou Oribe n'entrera point et cette situation déplorable se perpétuera, nos français continueront à souffrir : nos intimations seront plus que jamais méprisées par Rosas, et l'Angleterre déjà fatiguée se retirera, nous resterons isolés, obligés à faire seuls dorénavant, ce que nous ne voulons point faire aujourd'hui de concert avec les Anglais. Que peut-on vainement espérer d'une semblable conduite ? On veut rendre populaire l'alliance avec l'Angleterre et cela avec raison. Aujourd'hui se présentait une occasion simple, naturelle, honorable de faire marcher de front nos troupes dans un but humanitaire, avec l'approbation des deux pays, et on laisse échapper cette occasion pour une entreprise ridicule, dont les résultats ne peuvent être que funestes !

« Que les hommes qui s'intéressent à soutenir une semblable politique disent ce qu'ils penseront de la chaleur avec laquelle j'ai défendu cette affaire. Je persisterai, en tant qu'il sera en moi, à repousser cette politique, et tant qu'il me restera le moyen de me faire entendre, je la dénoncerai comme indigne de tout homme de sens et de cœur.

Agréer, etc.

THIERS.

Avis Divers.

Nourrice.

Une jeune, saine et d'un lait abondant nouvellement accouchée, désire trouver un nourrisson. S'adresser au bureau du Patriote.

A vendre.

Deux douzaines Chaises fines esterilla, peuplées. S'adresser à la Baraca, rue de Buenos Aires n. 129.

A vendre.

Un magasin avec 2 glaces, rue 25 du Mai n° 92. Pour traiter s'adresser au dit magasin.

A Louer.

On désirerait une maison de trois pièces avec cour et cuisine, dans le rayon de cinq cuadras du débarcadere.

El Mercantil.

DEDIE AU COMMERCE.

Ce journal paraît tous les jours à 5 heures du soir, les dimanches et jours de fêtes exceptés. Avant l'heure indiquée et vers le milieu du jour on recevra un supplément contenant les entrées et sorties avec indications des ports, chargements, et des consignataires.

L'abonnement est d'un patacon par mois ; les avis seront insérés gratis pour les souscripteurs.

Les suppléments paraîtront même les jours feries.

Le Propriétaire-Gérant Jh. REYNAUD

Imprimerie du PATRIOTE FRANCAIS.